

«Sans la liberté de blâmer, il n'y a pas d'éloge flatteur» (Beaumarchais)

MEDIAS PLUS

QUOTIDIEN CENTRAFRICAIN PRIVÉ INDÉPENDANT

E-mail: mediasplus@yahoo.com

Directeur de Publication: Cyrus-Emmanuel Sandy

Tél.: (+236) 75 39 52 52 / 72 111 555 / 72 54 54 11 / 70 55 88 56

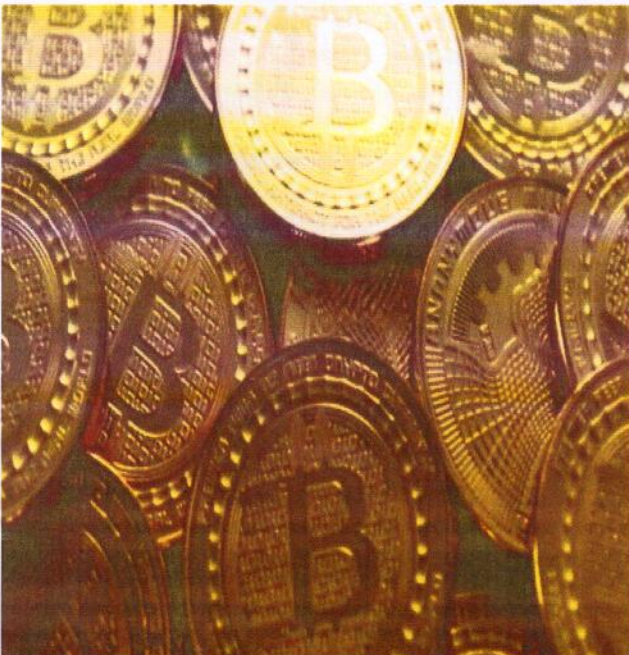
N° 2809 du Mercredi 29 Juin 2022

Prix: 300 FCFA

Abonnements, Annonces et Pub:

Voir la Direction du journal

Bonne nouvelle: Le bitcoin bientôt une réalité en RCA à partir du dimanche 03 juillet prochain !



MARCHE CITOYENNE
Coscipac

Réveillez-vous et Réveillons nous !
Rejoignez-nous massivement

le 1er Juillet 2022

"Non ! à la Modification de la Constitution"
"Oui ! à la Démission sans condition de TOUADERA"

Le gouvernement doit interdire les manifestations antithétiques du 1er juillet prochain

Pillages, massacres... Comment les mercenaires russes Wagner saignent l'or en Centrafrique? p.3

Patrice Emery Lumumba: Un deuil bien frustrant

Bill Clinton derrière le complot dans le génocide au Rwanda (fin)

Annonces

GUTSCHOOL: Une Université d'avenir ouverte à tous les jeunes de l'espace CE-MAC (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad). La qualité et le prix font la différence. Venez découvrir vous-mêmes !

CIFOM: Liste des candidats invités à se présenter au siège de la banque BGFI Bank pour passer les entretiens de sélection.

Bonne nouvelle: Le bitcoin bientôt une réalité en RCA à partir du 03 juillet !

C'est ce qu'annonce la présidence de la République à travers un communiqué de presse publié le lundi 27 juin 2022. A nous en tenir au contenu de ce document officiel, la mise en route officielle de l'initiative des cryptomonnaies sera effective le dimanche prochain.

Le choix d'un jour de Dieu n'est peut-être pas anodin ni un fait du hasard: bitcoin serait la manne tombée du ciel ! Pourvu que les réseaux de télécommunications Telecel, Moov, Orange et les dieux de l'argent ne nous jouent pas un sale tour le jour j. Wait and see.

Seulement, l'évènement va se produire alors que la population n'est pas suffisamment informée et sensibilisée sur le bitcoin. Est-ce un jeu comme celui de la loterie? Se demandent certains.

Ci-après, le communiqué de presse présidentiel. **Moussa Ango-Brotto**

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DIRECTION DE CABINET

N° 0017 PR/DIRCAB/22



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité - Dignité - Travail

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Présidence de la République a le plaisir d'annoncer le lancement officiel de **Sango**, le 3 juillet 2022, au cours d'une **Conférence sur la genèse de Sango** ou l'essor d'un nouveau système monétaire numérique alimenté par la technologie Blockchain.

Initiative unique annoncée par **Son Excellence le Professeur Faustin Archange TOUADERA**, Président de la République, Chef de l'Etat, le Sango - catalyseur de la tokénisation des vastes ressources naturelles du pays, est l'initiative économique la plus progressiste en Afrique et ailleurs.

La stratégie ambitieuse visant à construire rapidement une économie performante ne peut que s'appuyer sur les nouvelles technologies qui ont pris le monde d'assaut et ont permis à l'argent d'accéder à un autre niveau, avec le Bitcoin comme mot d'ordre.

Si vous êtes prêts à explorer l'énorme potentiel des crypto-monnaies, à révolutionner votre vision de la richesse et la manière dont elle pourrait devenir tangible pour vous ou les vôtres, vous êtes invités à participer à l'évènement en ligne le plus révolutionnaire de l'histoire de la technologie Blockchain et du Web3, **le 3 juillet 2022, à 7 heures PM CET sur le site sango.org.**

Ce pari avec le monde vous ouvre la possibilité de vous connecter à un avenir qui s'annonce à la fois prometteur et surprenant.

Fait à Bangui, le

27 JUIL 2022

Le Ministre d'Etat, Directeur de Cabinet
à la Présidence de la République



Obed NANSIO

Pillages, massacres... Comment les mercenaires russes Wagner saignent l'or en Centrafrique

Près de la frontière avec le Soudan, les mercenaires russes pillent les mines artisanales en Centrafrique. Ils auraient tué des dizaines de travailleurs clandestins depuis le mois de mars 2022.

Certains analystes les disaient en partie redéployés au Mali ou en Ukraine, nouveaux fronts chauds du mercenariat russe.

Las, quelque 1 200 opérateurs de Wagner, qui y opèrent sous le nom de Communauté des officiers pour la sécurité internationale, sévissent toujours en Centrafrique, où des témoins et des experts en sécurité leur ont attribué plusieurs attaques sanglantes, ces trois derniers mois, dans des mines artisanales du nord-est du pays.

Impunité et trafics sont rois à la frontière soudanaise

Non contents de jouir de nombreuses concessions aurifères de l'ouest du pays, gracieusement offertes par le président **Faustin-Archange Touadéra** depuis 2016 à la société-écran Lobaye Invest (liée à **Evgeni Prigojine**, patron supposé de Wagner et proche de **Vladimir Poutine**), les mercenaires pillent et tuent près de la frontière soudanaise, à l'Est, zone rebelle poreuse, où l'impunité et les trafics sont rois.

D'après le *Guardian*, qui cite des témoins, responsables occidentaux et experts en sécurité, au moins trois attaques depuis mars ont causé la mort de dizaines de mineurs; six autres pillages ont eu lieu dans le reste du pays. Une enquête de l'Onu, qui rapporte fréquemment les exactions de Wagner en Afrique, a été ouverte en mai 2022 à la suite de ces évé-



ments.

Dans les mines centrafricaines, ces assauts suivent toujours le même mode opératoire. Des Russes débarquent dans des blindés, parfois en hélicoptère, au côté de soldats de l'armée centrafricaine en pick-up ou en moto. Des tirs indiscriminés à l'arme automatique et des lynchages suivent, précédant le vol de l'or, de motos, des destructions de matériel et parfois même des campements clandestins.

Un témoin soudanais d'une attaque à Am-Daga, près de la frontière, évoque une fosse commune contenant vingt cadavres de mineurs. D'autres font état de plusieurs centaines de morts, blessés et déplacés, résultant de ces multiples attaques.

Les exactions se reproduiront

Pauline Bax, responsable du département Afrique à l'International Crisis Group, estime qu'elles se reproduiront: les assaillants reviennent souvent un mois plus tard, et recommencent. Leur ambition n'est pas de sécuriser le site, mais d'en piller les

gains d'exploitation.

La France peut-elle se passer du gaz russe ?

Depuis leur arrivée dans le pays en 2016 et leur promesse de protéger le président Touadéra face à l'avancée des rebelles qui occupaient les deux tiers du pays, les opérateurs russes auraient été autorisés à se payer sur la bête. Un blanc-seing pour le pillage des ressources naturelles de ce pays à la population pauvre mais au sous-sol abondant en diamant et en or, dont l'exploitation représentait, il y a encore six ans, 10 % du PIB.

Devant la multiplication, ces dernières semaines, des attaques de mines, certains analystes occidentaux évoquent une conséquence de l'affaiblissement du rouble, lié aux sanctions économiques qui frappent la Russie dans le cadre de la guerre en Ukraine.

Si cette hypothèse demeure insuffisamment étayée, les massacres de Wagner en Afrique sont, eux, bien renseignés. Début mai 2022, un rapport de l'ONG Human Rights Watch accusait le groupe paramilitaire de crimes de guerre et de torture en Centrafrique. Au Mali, plusieurs centaines de civils auraient aussi été massacrés sous le règne sans partage de Wagner, lors de patrouilles mixtes au côté des Forces armées maliennes.

(AFP)

Le gouvernement doit interdire les manifestations antithétiques du 1er juillet

Alors que la paix demeure fragile dans le pays et que les partenaires financiers traditionnels ont fermé leurs robinets financiers à la République centrafricaine qui, pour la circonstance, a recours aux cryptomonnaies que les autorités du pays considèrent comme une planche de salut, des associations politiques qui se regardent en chiens de faïence projettent organiser des manifestations publiques le vendredi 1er juillet prochain: l'une, la COSCIPAC, soutenue par l'opposi-

tion, pour dire « Non à la modification de la constitution » et « Oui à la démission sans condition de Touadéra », et deux autres, le tandem Front républicain/Galaxie nationale, pour dire « Oui au référendum constitutionnel », « Oui au projet de loi constitutionnelle ».

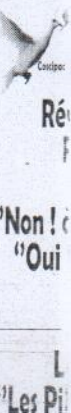
Des informations en notre possession et par rapport au contexte, il est impérieux que le gouvernement interdise les 2 manifestations pour trois raisons.

D'abord, le risque élevé de rixes entre les deux camps et de troubles à

l'ordre public à cause des infiltrations qui risquent de dégénérer en autres choses.

En outre, l'incompétence notoire de l'actuel directeur de la Compagnie nationale de sécurité (CNS) de contenir la situation en cas de troubles à l'ordre public, lui qui est incapable de mettre fin à l'infiltration du Km5 par des rebelles et mercenaires venus de partout, ne sachant que saisir arbitrairement les journaux et les motos à des fins honteuses;

(suite à la page 8)





CIFOM

CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION ET DE MANAGEMENT

Capacity Building - Gestion des Ressources Humaines
Conseils et Management - Réalisations d'Etudes
Gestion de Projets - Suivi - Evaluation

COMMUNIQUE

Dans le cadre du recrutement pour le compte d'une grande banque de la place, le Directeur Général du Centre International de Formation et de Management (CIFOM) invite les candidats admissibles dont les noms sont cités ci-dessous à se présenter au siège de la BGFI Bank à Bangui, le Mercredi 29 Juin 2022 à 8H00 afin de passer les entretiens. Il s'agit de :

1	Candidats au poste d'Assistant(e) Juridique 1- TROMAYO MENENDJE Rusthique Pharel ; 2- AKODJEKPO ADJO Elsa Madeleine ; 3- KOMALIA YANGBANDA Emmanuella Merveille ; 4- SEMIMBA SORONHOUL Joseph.
2	Candidats au poste d'Assistant(e) de Direction 1- YOUFEGAN Jubilila Athalie ; 2- GUERET DOMDA Dorcas Fabiola ; 3- NDJOMOUNGO MOKAMANEDE Débora Aziza ; 4- NGBODA Dahlia Lauryne Patricia.
3	Candidats au poste d'Auditeur Junior 1- NZERETTE TOMBILETTE Moïse Paterne ; 2- KOWOSSO Marietta Reine ; 3- FEILEMA Cornelia Peggy ; 4- YABONI Sainteté Willias Gehojada.
4	Candidats au poste de Contrôle de Conformité 1- BOYOS NGBONGOU Aislyn Loïce ; 2- KOYATRO ZOALI Parfait Fernand ; 3- YEMAKO Narcisse Symphorien Blaise.
5	Candidats au poste de Chargé du Développement des Ressources Humaines 1- ORANAKA Stanislas Valery ; 2- MOKOSSO Jacques Tranquillin ; 3- MQUNI Ariel Ange ; 4- ABDOUL Hadjaratou.
6	Candidats au poste de Contrôleur Comptable 1- WABI GANGBO TABANGUE Arsène ; 2- BEBREMBI Ovécien Orville ; 3- KEMANDA KANDIA Jean Floris Arnold ; 4- LAGUEREMA-ZEROMA Christiana Nicole Flora ;
7	Candidats au poste de Gestionnaire de Risques 1- DOBIAS DOKA ROMARIC ; 2- BAMBOU BOUE Laurraine Rosie Vanessa ; 3- MOINDI Guy Florent ; 4- NDEBA Géraldine Deborah ;

NB : Les candidats doivent se munir d'une pièce d'identité en cours de validité

Le Directeur Général

Emmanuel KOKO-MEKA
 GROUPE CIFOM - MEIMA
 DIRECTEUR GÉNÉRAL
 BP: 858 BANGUI (RCA)
 T: (00236) 72 04 20 20
 F: (00236) 75 04 79 70

Capital social 1 000 000 FCFA RCOM : CABG/2011B935, NF : M3133 Q 001
 BP : 858 Bangui - Tél : (00236) 21 61 62 10 / (00236) 75 04 79 70
 Email : cifom@cifom-rca.com

GUTSCHOOL

NOUS FORMONS LES FUTURS
MANAGER DU DEVELOPPEMENT DE DEMAIN

RENTREÉ SCOLAIRE 2022-2023

PROFESSIONNALISME - RESPONSABILITÉ - FIDÉLITÉ

UNE ÉCOLE DIRIGÉE PAR UN PROFESSEUR AGRÉGÉ DES UNIVERSITÉS

Parcours : **1^{ère} Année** / **2^{ème} Année** / **3^{ème} Année** / **4^{ème} Année** / **5^{ème} Année** / **6^{ème} Année** / **7^{ème} Année**

RENTREÉ LICENCE 3 | **RENTREÉ LICENCE 1**
29 OCTOBRE 2022 | 10 OCTOBRE 2022

*Le poids de la formation
à l'ère de l'ambition*

Education

ETUDIER EN CENTRAFRIQUE

Gutschool-Sup de co

ELEVES ET ETUDIANTS DU CAMEROUN, DU TCHAD, DU CONGO, DE GUINEE EQUATORIALE ET DU GABON, venez faire vos études supérieures en management Licence-Master-Doctorat (LMD) à l'institut universitaire privé GUTSCHOOL à Bangui (République Centrafricaine) au titre de l'année Académique 2022-2023.

Tarification pays CEMAC

COURS EN PRESENTIEL					
	LICENCE 1	LICENCE 2	LICENCE 3	MASTER 1	MASTER 2
Frais d'inscription	35 000	35 000	45 000	55 000	65 000
1 ^{ère} tranche	90 000	90 000	120 000	180 000	210 000
2 ^{ème} tranche	90 000	90 000	120 000	180 000	210 000
3 ^{ème} tranche	80 000	80 000	100 000	70 000	100 000
TOTAL Frais d'inscription	260 000	260 000	340 000	450 000	590 000

NOS FILIERES DE FORMATION

CYCLE LICENCE
Formation initiale

- Banque Finance (BF)
- Comptabilité Contrôle Audit (CCA)
- Administration et Gestion des Entreprises (AGE)
- Gestion de Logistique et Transport (GLT)
- Gestion de Projets (GP)
- Marketing et Commerce Internationale (MCI)
- Science de Gestion Appliquées (SGA)
- Management des Systemes d'Information (MSI)
- Gestion des Ressources Humaines (GRH)

NOS OFFRES
Formation continue

- Module de Management (Finance, Comptabilité, Audit, Contrôle de gestion, GRH, Systeme d'Information, Marketing, etc.)
- Module d'economie et de Finance publique
- Module de gestion de projet et de passation des marchés publics

CYCLE MASTER
Formation initiale

- Banque Finance (BF)
- Comptabilité Contrôle Audit (CCA)
- Administration et Gestion des Entreprises (AGE)
- Gestion de Logistique et Transport (GLT)
- Gestion de Projets (GP)
- Marketing et Commerce Internationale (MCI)
- Management des Systemes d'Information (MSI)
- Gestion des Ressources Humaines (GRH)

NOS OPPORTUNITES

- Certificat en Entrepreneurat Numérique
- Certificat en Social Business
- Certificat en Community Manager
- Projet Tutoré et Personnel Professionnel
- Double diplôme en BTS et DUT (1^{ère} et 2^{ème})
- Diplômes DEEF - DAAF
- TOEFL

CONDITIONS D'INSCRIPTION

Licence année 1: Etre titulaire d'un diplôme BAC ou son équivalent
Licence année 2: Avoir le niveau équivalent du BAC+1
Licence année 3: Avoir le niveau équivalent du BAC+2 DUT, BTS, STS ou son équivalent pour la deuxième année.
Master année 1: Etre titulaire d'un diplôme BAC+3 au maximum
Master année 2: Avoir le niveau équivalent du BAC+4

BACHELIER OU NON BACHELIER

NB: GUTSCHOOL accepte aussi l'inscription des non bacheliers mais à condition qu'ils participent à un examen de baccalauréat reconnu valable en République Centrafricaine. Ainsi, ceux qui ont déjà passé plusieurs fois le baccalauréat sans succès et ceux qui veulent passer le bac de 2022 peuvent s'inscrire aux cours préparatoires à l'examen du baccalauréat et/ou à l'Examen Spécial d'entrée à l'Université de Bangui (équivalent du Bac).

GUTSCHOOL est dirigé par M. Henri KOULAYOM, Professeur Agrégé de CAMES, titulaire d'un Doctorat de Sciences de Gestion de l'Université de Paris-Dauphine (France), ancien Chef de Département à la Sup de Co à Bordeaux (ancien BEM, actuel KEDGE BS), et ancien Directeur de l'Institut Universitaire de Gestion des Entreprises (IUGE) de l'Université de Bangui.

Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur place à l'administration sur le campus de GUTSCHOOL sis Ecole Inter-Etats des Douanes de la CEMAC, sur l'avenue Dr Conjugo (à côté du Lycée des Martyrs et du Centre Saint Jean 23) à Bangui, ou appelez aux numéros ci-dessous, ou contactez les sites électroniques et réseaux sociaux : gutschool_gutschool.

Bienvenue à tous ! Welcome ! Nzoni gangö !

Gambio Center 73484915

+236 75084824
 +236 72104096

cours.gutschool@gmail.com
 www.supceamgutschool.org

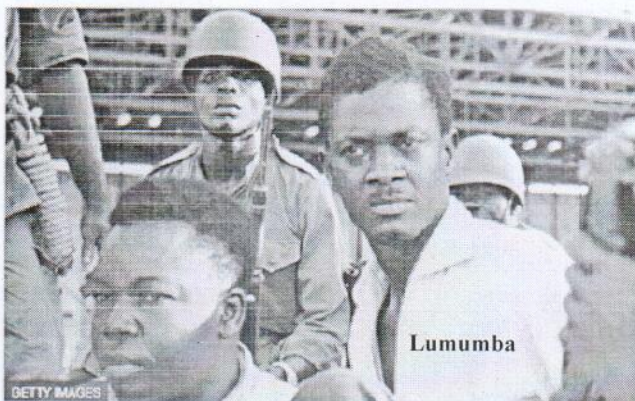
Central Africa Republic
 Bangui

Un deuil bien frustrant

Sur un continent où la disparition d'un seul leader d'envergure suffit pour que le destin de

tout un peuple se trouve détraqué, et pour longtemps, nombreuses sont les leçons que les hommes politiques et les peuples africains peuvent tirer du sacrifice de sa vie, consenti par Patrice Lumumba.

Sa famille semble apaisée de pouvoir donner enfin à **Patrice Emery Lumumba** une sépulture où reposer en paix. Alors que les populations de la République démocratique du Congo, dans une ferveur perceptible, n'en finissent pas de s'incliner devant la seule



relique qui reste du héros panafricaniste, certains Africains refusent de se résoudre à cet apaisement voulu par sa famille n'empêche pas de décom- lère. Comment expliquer cela? humaine férocité avec laquelle

À l'indépendance, Patrice Lumumba était de ces leaders posé, pacifique, qui n'avait pour totalement en phase avec leur seule arme que la puissance du peuple et leur patrie. Il portait verbe, au service de la dignité les espérances de l'Afrique, avec de son peuple. Ni canif ni rien une détermination qui a vite et d'autre, pour agresser ou pour frayé le néocolonialisme nais-

sant, dont les tenants étaient, Mais n'était-il pas opposé à une trop forte coalition d'intérêts ? Évidemment, à cette ignominie se trouvaient mêlés, à des degrés divers, la Belgique, les États-Unis, d'autres pays occidentaux, peut-être même quelques sensibilités, dans le bloc soviétique. Mais le pire est que d'autres Africains, dirigeants du Congo d'alors ou futurs maîtres du Zaïre, étaient également impliqués. Sans compter les petites mains d'Africains serviles, assignés aux besognes trop répugnantes, pendant que leurs maîtres regardaient ailleurs.

En pleine guerre froide, l'Ouest comme l'Est n'envisageait avec l'Afrique qu'un amour exclusif, frisant le totalitarisme. Et l'assassinat, l'aurions-nous oublié, est un moyen de travail habituel et justifié du totalitarisme cynique. D'où la cruauté avec laquelle ils ont achevé Lumumba, et qui continue de révolter des millions d'Africains. Car, selon les propres mots de Lumumba, «les blessures sont encore trop douloureuses, aujourd'hui, pour que l'Afrique puisse les chasser de sa mémoire».

Certes, la récupération de cette dent met fin à six décennies de profanation du corps du

héros continental. Mais, respecter la paix du cœur voulue par la famille n'empêche pas de décom- lère, rien qu'en imaginant l'in-

humaine férocité avec laquelle ces gens ont achevé ce leader posé, pacifique, qui n'avait pour totalement en phase avec leur seule arme que la puissance du peuple et leur patrie. Il portait verbe, au service de la dignité les espérances de l'Afrique, avec de son peuple. Ni canif ni rien une détermination qui a vite et d'autre, pour agresser ou pour frayé le néocolonialisme nais-

Mais n'était-il pas opposé à une trop forte coalition d'intérêts ?

Évidemment, à cette ignominie se trouvaient mêlés, à des degrés divers, la Belgique, les États-Unis, d'autres pays occidentaux, peut-être même quelques sensibilités, dans le bloc soviétique. Mais le pire est que d'autres Africains, dirigeants du Congo d'alors ou futurs maîtres du Zaïre, étaient également impliqués. Sans compter les petites mains d'Africains serviles, assignés aux besognes trop répugnantes, pendant que leurs maîtres regardaient ailleurs.

Cela signifie-t-il que c'était aussi aux peuples de protéger leurs leaders ?

Pour avoir essuyé les pires violences de l'histoire, ces peuples, qui constituent ce que Césaire appelait une communauté d'oppression subie, devraient cesser de rester là, à pleurer

leurs héros assassinés, et à tenir les comptes, pendant que sont liquidés, sous leurs yeux, d'autres, leurs prophètes, comme dirait **Bob Marley**.

Depuis Lumumba, que de dirigeants jaloux des intérêts de leurs peuples ont péri ou fait l'objet d'attentats ! Tout au long de ces six décennies, chaque profil qui se distinguait comme leader charismatique, à la probité intacte, devenait une cible.

À son peuple, Lumumba promettait que seraient désormais siennes, cette terre et toutes ses richesses. Mais en quoi les Congolais se sont-ils rendus maîtres des richesses du Congo, depuis soixante et un ans ? Il pleurerait, s'il découvrait que rien n'a changé, même dans le triste destin de « peuple de boys », dont il ne voulait plus pour les Congolais !

Le seul véritable réconfort résiderait aujourd'hui dans le fait que par son sacrifice, Lumumba a davantage fait pour le Congo que **Mobutu** et consorts. Si seulement les dirigeants africains pouvaient comprendre enfin que leurs peuples sont une bien meilleure source de légitimité que les soutiens opportunistes qu'ils recherchent à l'extérieur, et qui finissent, tôt ou tard, par fragiliser toute la nation !

Dans l'immédiat, l'Afrique a plus que jamais besoin de héros vivants, tant la disparition d'un seul bon leader semble suffire, pour que le destin de tout un peuple se trouve détraqué, et pour longtemps.

Jean-Baptiste Placca,
éditorialiste à RFI, 25 juin 2022

Bill Clinton derrière le complot dans le génocide au Rwanda

(...)

En décembre 1993, Kagame rencontra de nouveau Brian Atwood, **Prudence Bushnell** et l'ambassadeur américain George Moose: «*Dites à Clinton que j'ai besoin d'argent et des armes*», se souvient un membre de haut rang du FPR aujourd'hui en exil.

Bill Clinton, en passant par Kampala, donna tout à la rébellion de Kagame: l'argent, les hommes, l'intelligence (renseignements) et des armes ont été livrées par les avions Hercules C130. Les tactiques politiques pour tuer Habyarimana ont été effectuées par le président ougandais **Yoweri Museveni** à la demande de Bill Clinton.

Le président tanzanien **Hasan Mwinyi** a rejoint l'intrigue et le président Habyarimana a été forcé à se rendre à Dar-Es-Salaam le 6 avril 1994, pour une réunion infâme: il ne reviendra jamais à la maison.

Donc, qu'est-ce qui s'est passé ce jour-là?

Le 6 avril 1994, Bill Clinton a ordonné au Pentagone l'envoi de 450 rangers US au Burundi pour aider les agents de la CIA au Rwanda afin d'exécuter l'assassinat en douceur. Ce jour-là le matin, Madeleine Albright, l'ambassadeur de Clinton à l'ONU, ordonna au **général Roméo Dallaire** (du Canada) qui était au Rwanda en tant que commandant des forces de l'ONU, de faciliter au FPR avec les agents de la CIA le voyage au parc national de l'Akagera avec des véhicules de l'ONU afin de surveiller le retour de Tanzanie de l'avion d'Habyarimana dans la soirée. Et ainsi alerter l'équipe terroriste à Masaka Hill à se préparer à l'explosion de l'avion en vol.

Le même jour, le président ougandais Yoweri Museveni a reçu la commande de Bill Clinton pour s'assurer que le retour à

Kigali d'Habyarimana se fasse dans la nuit. A 20h 01, les espions de la CIA détectèrent l'avion de Habyarimana au dessus du parc de l'AKagera, avertirent immédiatement le quartier général de Kagame à Mulindi, appelèrent les troupes américaines déjà stationnées sur l'aéroport de Bujumbura et ensuite l'ambassadeur des Etats-Unis au Burundi, **Robert Kruer**, afin d'être prêts pour une éventuelle catastrophe au Rwanda.

De Mulindi où était basé le quartier général du FPR, Kagame a envoyé un message radio à l'équipe des terroristes déjà stationnés à Masaka Hill pour se préparer à descendre l'avion (Black Bag job).

A Washington, Bill Clinton était assis dans le bureau ovale, attendant les bonnes nouvelles.

A Kigali, le général canadien Roméo Dallaire éteint tous ses téléphones officiels et s'engage dans des conversations secrètes avec des fonctionnaires de la CIA.

A 20 heures 21 le pilote d'Habyarimana, un Français, reçut l'autorisation d'atterrir à l'aéroport de Kigali. Mais lors de la descente de la piste, deux missiles ont décollé de Masaka Hill vers l'avion présidentiel. Personne à bord n'a survécu. Les bonnes nouvelles arrivèrent à la Maison Blanche en un rien de temps. **Antony Lake**, conseiller national en matière de sécurité de Bill Clinton est entré dans le bureau ovale: «*Mon-sieur le président, nous l'avons fait, le Congo sera américain*».

Quelques minutes plus tard, **Robert Flaten**, l'ambassadeur américain au Rwanda à l'époque, était au téléphone pour confirmer le rapport. C'était une joie dans la Maison Blanche et un jour triste à l'Elysée. L'objectif ultime était d'évincer la France du Congo pour s'en approprier les immenses ressources

minérales.

Bill Clinton a accepté de soutenir le rebelle Kagame qui, en retour, a agi comme un proxy américain pour envahir le Congo et renverser le gouvernement frenchy de Mobutu.

En mars 1997, Clinton a atterri sur l'aéroport de Kigali et a prononcé le discours infâme. Puis, se cachant derrière Kagame, il a envahi le Congo, a tué 8 millions de personnes y compris les ressortissants espagnols, a évincé la France et ensemble ils ont pillé les ressources du Congo. Des centaines de millions de dollars US finirent dans la poche de Clinton et Kagame qui peut se permettre deux jets privés de luxe, un immense bâtiment à Londres avec **Tony Blair** en associé.

Mais en janvier 2009, quand **Obama** est devenu le président américain, Clinton et Kagame, qui étaient des amis de crimes, sont devenus ses ennemis. Pourquoi?

Obama a ordonné à Kagame l'arrestation au Congo du **général Laurent Nkunda**. Et Kagame en réaction complota pour tuer Obama en imaginant un attentat sur Air Force One. Il chercha l'aide de Clinton et de Tony Blair de la même manière qu'il avait reçu leur aide pour éliminer le **Dr. Alison Des Forges**.

Lorsque l'information est parvenue à Obama, Clinton prit ses distances de Kagame. Dans le même temps le TPIR a révélé les auteurs de l'assassinat d'Habyarimana et les familles des victimes réclament justice. Le procès à la cour d'Oklahoma est à la recherche de 350 millions dollars US pour la compensation de l'assassinat terroriste sur l'aéroport de Kigali le 6 avril 1994, somme que Kagame n'est pas disposé à déboursier.

Mais Kagame a tué également 8 millions de personnes, y compris les ressortissants espa-

gnols, au Congo lors de l'invasion et de l'occupation illégales ordonnées par Bill Clinton. Combien d'argent sera nécessaire pour compenser toutes ces victimes? Qui va payer, Kagame ou Clinton?

Le juge espagnol estime que Bill Clinton doit payer cet argent. Et le sbire de Kigali est prêt à accuser Bill Clinton devant la Cour.

L'homme fort de Kigali est en bonne position pour détruire l'Amérique. Et il a commencé à intimider les Etats-Unis publiquement: « **Le (...), vous savez l'Ouest (...), Clinton m'ont ordonné de tuer Habyarimana (...), d'envahir le Congo (...), et maintenant ils veulent me voir faire face à la justice seul (...)** ».

Selon un haut responsable du FPR (Kagame Secret Services), plusieurs politiciens américains se trouveront devant la justice pour des accusations de terrorisme si Kagame est arrêté: Bill Clinton, Madeleine Albright, **Bill Perry**, Colin Powell, **Dick Cheney**, **George Bush**, Suzan Rice, **Brian Atwood**, **Antony Lake**, **John Shalikashvili**, **Pierre Richard Prosper**, **Robert Kruer**, **Kofi Annan**, **Roméo Dallaire**, **Louise Arbour** et beaucoup plus. **Alors, qu'en est-il de Kagame?**

S'il est démontré que Bill Clinton a ordonné à Kagame de tuer Habyarimana puis l'a forcé à envahir le Congo, toute la responsabilité retombe sur Bill Clinton. Conformément à la loi de l'Agence (CIA), Kagame devra être considéré comme agissant sur ordre de son principal Bill Clinton et Paul Kagame est en bonne position pour le démontrer.

Dans les coulisses, le cas de «Kagame vs Clinton» devant le tribunal est en train d'attirer de



Présidents Kagamé et Clinton

nombreux avocats à travers le monde. Parce qu'il est facile de défendre Kagame dans la salle d'audience, en remportant l'affaire et des millions de dollars de la trésorerie de Bill Clinton. Le juge français **Jean Louis Bruguère** a dit il ya plusieurs années: « **Il y'a suffisamment de preuves impliquant Bill Clinton dans l'assassinat d'Habyarimana. L'avocat australien et ancien Procureur du TPIR Michael Hourigan a confirmé le rapport. Ancien chef du TPIR, le procureur Carla Del Ponte (Suisse) a confirmé l'implication de Bill Clinton** ».

Kagame lui-même a compris le danger et il est probable qu'il est prêt à dire la vérité pour sauver sa vie. Et l'ancien ambassadeur américain au Rwanda **Robert Flaten** a confirmé que les Rangers américains stationnaient sur l'aéroport de Bujumbura, le 6 avril 1994. Qui les a envoyés là-bas ? Que faisaient-ils là dans un pays francophone ? Et pourquoi ce jour-là? «**Personne ne sait le jour où Bill Clinton sera arrêté, mais déjà un juge un Espagnol est prêt à un choc avec l'Amérique**».

Source: Nazionale Audiencia, Madrid, Espagne

(suite de la page 3) 3° enfin, le lancement des activités du bitcoin étant prévu pour le 3 juillet et vu la qualité et la quantité des personnalités étrangères qui feront le déplacement de Bangui, des troubles 48h auparavant seront la plus mauvaise publicité du pays pour décourager les hôtes des autorités centrafricaines et faire échec à la politique des cryptomonnaies en Centrafrique. Si le directeur de la CNS était un sécuocrate compétent avec un plan de sécurisation de la capitale pertinent et planifié, les deux manifestations pouvaient être autorisées. Mais au vu de son incompétence et considérant que la prévention est la meilleure façon d'assurer la sécurité publique, c'est un risque certain que l'on prendrait en laissant se passer les deux manifestations prévues le 1er juillet et qui peuvent être récupérées par des personnes malintentionnées pour créer des grands troubles à l'ordre public. Donc pas de marche prétendument « pacifique » le 1er juillet à Bangui. « **Il vaut mieux prévenir que de guérir** », dit l'adage

C'est aussi le lieu de se demander pourquoi garder en fonction des gens incompétents, de moralité qui laisse à désirer, des assassins de la liberté de la presse comme l'actuel directeur de la CNS. N'y a-t-il pas dans le corps de la police quelqu'un qui peut faire mieux à la place de celui qui préfère organiser la saisie arbitraire des journaux au lieu d'aller arrêter les mercenaires et grands bandits au Km5, à Gobongo, à Boeing, à Pindao et Voundambala? Même les civils connaissent l'incompétence de ce monsieur de la CNS ! Nous y reviendrons.

Mesmin Madidé-Aladila

MEDIAS+

Quotidien centrafricain privé indépendant d'informations générales, d'annonces, d'investigations, d'analyses et de débats.

Autorisation légale de publication N°061/10/HCC/P/CCDPPP du 23 Février 2010 du Haut Conseil de la Communication (HCC)

B.P: 248 - Bangui (RCA)

Tél.: (+236) 75 39 52 52

72 54 54 11 / 70 55 88 56 / 72 111 555

E-mail: cyrussandy@yahoo.com

Siège: Ben Zvi -Bangui 5è, derrière Entreprise EXOTICA

Directeur de Publication

Cyrus-Emmanuel SANDY Tél. (+236)72 50 72 35

E-mail: cyrussandy@yahoo.com

Comité de Rédaction

Damoclès Dirwo

Jean-Bedel Dinga-Kpilè

Mesmin Madidé-Aladila

Gisèle Mamouglassio

Pygmalion Ramsès Wakambissa

Moussa Ango-Brotto

Bénito Koussara et Cyrus-Emmanuel Sandy